

Initiatives ministérielles

du processus d'examen des évaluations environnementales.

Cela explique pourquoi une partie des discours enflammés, notamment des Libéraux, ont été du vrai vitriol: ils ont été révélés sous leur vrai jour. Leurs porte-parole en matière d'environnement n'ont pas parlé du projet de loi. Ils préfèrent se cacher, soucieux de passer pour des verts. Ils veulent défendre l'environnement.

Une voix: Ils n'ont pas voté pour leur propre amendement.

Mme Hunter: Mon collègue signale qu'ils n'ont même pas voté pour leur propre amendement.

Voilà qui montre une fois de plus que les Libéraux ont un talent étonnant pour ménager presque toujours la chèvre et le chou. C'était peut-être suffisant dans la politique d'autrefois, mais ce ne l'est plus aujourd'hui, car les citoyens regardent ce qui se passe. Ils constatent que le porte-parole en matière d'environnement et les députés de la région de l'Atlantique se retrouvent dans un même parti et se font les complices du gouvernement pour imposer l'adoption de ce projet, malgré tous leurs beaux discours sur les évaluations environnementales et sur le respect du système judiciaire canadien.

Nous nous opposons pour diverses raisons à ce projet. Il défie toute logique. Ce projet de loi enrichirait les grandes sociétés étrangères. Il priverait de travail quelque 600 employés des traversiers.

Je sais qu'on a dit que le service des traversiers n'est pas efficace et que ce service ne peut pas fonctionner quand les conditions atmosphériques sont défavorables. L'année dernière, la région de l'Atlantique a connu un hiver dur, mais les traversiers ont fait 13 000 trajets, dont seulement cinq ont été retardés.

Les gens devraient savoir que le service des traversiers fonctionne sept jours par semaine, dont cinq jours par semaine à raison de 24 heures sur 24, afin de transporter les marchandises dangereuses aux petites heures du matin.

Le transport par traversier est beaucoup plus sain pour l'environnement qu'un pont ou un raccordement permanent. Nous savons que les conditions atmosphériques peuvent nécessiter la fermeture de routes ainsi que celle

de ponts, j'en suis sûre, quand on pense aux conditions qui existent dans le détroit de Northumberland.

On peut imaginer des vents de 120 kilomètres heure sur un pont suspendu à 120 pieds au-dessus de l'eau. Je ne voudrais pas être là. Je préférerais rester sur la terre ferme jusqu'à la fin de la tempête. C'est ce qu'on fait quand les traversiers ne circulent pas et les routes sont fermées dans ce temps-là.

Les partisans de ce projet sont pris d'engouement pour les mégaprojets. Je comprends la motivation de ceux et celles qui viennent de localités où le chômage est élevé. On saisit n'importe quelle occasion de donner du travail aux gens. Je ne blâme pas les députés de l'Île-du-Prince-Édouard. Ils doivent vraiment croire qu'ils agissent dans l'intérêt de leurs électeurs. Je voudrais qu'ils accordent le même respect aux députés Néo-Démocrates et acceptent que l'on puisse avoir des opinions différentes.

À mon avis, le point central de ce débat, c'est le développement durable, comme je l'ai déjà dit. Si nous n'adoptons pas ce principe, l'avenir ne présage rien de bon. Non seulement à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, mais en Colombie-Britannique aussi. Nous avons nos propres problèmes à ce chapitre.

• (1535)

Nous, les députés de cette auguste Chambre, devons faire preuve de leadership et avoir le courage de dire: «Attendez, est-ce vraiment une bonne idée? Est-ce qu'on veut vraiment utiliser cette somme de 42 millions de dollars ainsi, pour relancer l'économie de notre collectivité? Est-ce que ce qui est plus gros est forcément meilleur? Y a-t-il vraiment progrès?»

Pour ma part, je dis non, pas si vite. En tant que Canadienne, je ne veux pas que les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard connaissent le chômage et le marasme. Je veux que le Canada prospère et je veux que notre pays soit un chef de file en matière d'environnement et d'économie. Nous devons faire nôtre l'idée du développement durable et de l'interdépendance de l'environnement et de l'économie et nous devons élaborer nos politiques en conséquence.

En conclusion, je pense qu'on a échangé beaucoup de paroles acerbes à ce sujet depuis quelques jours. Cela fait ressortir les problèmes fondamentaux auxquels nous devons faire face, en tant que politiciens, parce que notre